

La certification des compétences, un futur inéluctable

Par le Professeur Max Marty¹, Président du Comité de Direction

Qu'est-ce que la certification des compétences ?

C'est affirmer, voire confirmer avec preuves à l'appui, qu'une personne possède une compétence reconnue dans un domaine déterminé.

Le diplôme consacre, en France, la formation obtenue à la fin des études.

La certification est un suivi, tout au long de la vie active, de la compétence et de l'activité réelle d'une personne, diplômée ou pas, dans son domaine d'activité professionnelle.

« Antoine est un ingénieur diplômé de l'école centrale des arts et manufactures de Paris... mais on peut aussi affirmer que c'est un chanteur professionnel ».

D'où vient l'idée de certification ?

C'est en 1936 que fut créée, par l'école du génie civil de Paris, une association "Loi de 1901", la Société des Ingénieurs Professionnels, SIP, pour attirer des cadres dans les professions délaissées du bâtiment suite à la guerre de 1914-1918. Tout ingénieur diplômé était admis dans la société mais celle-ci était aussi ouverte à toute personne occupant des fonctions assimilées à celles des ingénieurs, dans l'armée, dans l'enseignement professionnel, dans la marine marchande, dans l'industrie ou ayant écrit des ouvrages techniques reconnus. La SIP remettait à ses membres une licence professionnelle. Depuis longtemps chez les militaires des forces terrestres, navales ou aériennes, on remettait déjà des certificats d'aptitude techniques après une formation pratique.

En 1947, comme suite à la convention de Chicago, la certification des pilotes d'avions civils devenait obligatoire. Elle instituait un contrôle annuel.

La même année la SIP créait son périodique, l'Ingénieur Professionnel, et remettait à ses membres, en plus de la licence, un CQP - Certificat de Qualification Professionnel.

En 1948, la SIP devenait la SNIPF, Société Nationale des Ingénieurs Professionnels de France, et en 1953 était créée l'UIDIP, l'Union Internationale des Ingénieurs Professionnels. Après son admission, en 1993, au CNISF, Conseil National des Ingénieurs et Scientifiques de France, la société demandait en 1996 son accréditation par le COFRAC, COMité FRançais d'ACcréditation, pour la certification des ingénieurs professionnels.

Qu'est-ce que le COFRAC. Qu'a-t-il apporté ?

Le COFRAC, créé en juin 1994 par l'état français avec l'appui des principaux ministères, se situe au sommet de l'édifice souhaité par les pouvoirs publics dans la pyramide des garanties apportées sur la qualité des produits et des services français pour accéder aux marchés étrangers.

Successivement, étapes par étapes, le COFRAC a mis en route, secteur par secteur, les référentiels européens dont la Norme EN 45013, applicables à 22 pays, puis à partir de 2005 les référentiels internationaux, reconnus par les 196 pays, signataires des Normes ISO/CEI. L'accréditation n'est pas une activité commerciale, c'est un service d'intérêt général.

Elle doit être sérieuse, sans reproches, exigeante, contrôlée et accessible à tous sans discrimination. Tous les pays adoptant les normes ISO acceptent ces principes, quitte à s'associer à plusieurs états comme l'ont fait huit pays de l'Ouest africain pour atteindre les objectifs. Dans l'ordre ont été ensuite accrédités successivement la qualité avec les produits alimentaires, les appareils de mesures, les appareils domestiques, la compétence technique des laboratoires de mesures et essais et la sécurité des personnes jusque dans les entreprises liées au nucléaire.

Les travaux de la commission européenne amènent un accroissement du rôle de l'accréditation dans chaque pays de l'Union.

Dans tous les domaines, l'accréditation instaure la confiance et devient un outil performant pour faciliter les échanges. Elle rassure les clients, les consommateurs, les citoyens et ouvre les portes aux marchés internationaux.

Il était inéluctable que l'accréditation finisse par concerner les personnels eux-mêmes.

Le 3 mars 1997, après un processus exigeant, la SNIPF était accréditée par le COFRAC pour la certification des ingénieurs professionnels, suivant la Norme ISO/CEI 17024.

L'accréditation délivrée pour une durée limitée (5 ans), pendant laquelle auront lieu des audits de surveillance, est renouvelable. Elle repose sur des engagements forts - d'indépendance de l'organisme de certification vis-à-vis de la SNIPF, indépendance financière, d'organisation et d'orientation - de collégialité de l'organisme - d'impartialité dans les examens avec une déontologie très poussée - de transparence avec des rapports complets à chaque session d'examens - et de confidentialité avec suivi des certifiés et archivage des dossiers sans aucune divulgation.

Comment poser candidature à la certification d'ingénieur professionnel ?

Le candidat, assumant depuis au moins quatre années les responsabilités d'un ingénieur, doit remplir uniquement un dossier dans lequel il rend compte de l'ensemble de son parcours comprenant sa formation initiale, ses formations continues et ses stages qualifiants, ses diverses fonctions professionnelles jusqu'à ses fonctions actuelles en précisant durée et objet des fonctions d'ingénieur reconnues par l'entreprise ou par les clients donneurs d'ordres, le descriptif de sa fonction d'ingénieur au plan technique, les responsabilités humaines et financières ainsi que ses travaux personnels de type brevets, publications ou articles.

Pour vérifier qu'il ne manque rien à son dossier, le postulant peut s'adresser au "Responsable Accueil" de sa région. Il existe 17 sociétés régionales SRIPF réunies en fédération au sein de la SNIPF. Le dossier est à envoyer à l'organisme certificateur avec une très faible participation financière.

Comment fonctionne l'organisme certificateur ?

L'organisme certificateur est indépendant au sein de la SNIPF.

Il est composé d'un Comité de Direction, CD, présidé par une personne ne faisant pas partie de l'association et d'une Commission Nationale de Certification, CNC, dirigée par un président, assisté d'un assesseur principal. Le rôle du CD est de surveiller l'éthique, la déontologie et de prévoir l'évolution de l'organisme, tandis que celui de la CNC est l'examen, le suivi et l'archivage des dossiers. CD et CNC sont composés chacun de trois collèges.

- * Collège des employeurs.

- * Collège des ingénieurs diplômés et/ou scientifiques.

Les membres de ces deux collèges sont indépendants de la SNIPF.

- * Collège des ingénieurs professionnels.

Tous sont des bénévoles.

Tout dossier parvenant à l'organisme certificateur est vérifié dans sa conformité puis enregistré par l'assesseur principal. La CNC se réunit dès que nécessaire, actuellement sept à huit fois par an.

Tout dossier transmis est alors examiné par les trois collèges et par le président de la CNC.

Il peut être rejeté, ajourné pour complément d'information et n'est accepté que si les avis de la CNC sont unanimes.

Le comité de direction entérine alors et remet un CDCIP, Certificat De Compétence d'Ingénieur Professionnel, en indiquant l'intitulé qui peut être précis tout en étant évolutif au cours de la carrière, valable trois ans et renouvelable comme pour les pilotes en justifiant la continuité de l'activité d'ingénieur. Ce CDCIP atteste que le titulaire, diplômé ou non diplômé, effectue réellement un travail d'ingénieur confirmé par l'entreprise.

La certification est-elle crédible ?

Qui n'approuve pas la certification des pilotes ?

Mais c'est apparemment un tout autre problème que de certifier les ingénieurs dans leurs diversités ! génie civil, mécanique, électronique, électrotechnique, informatique...

L'organisme certificateur effectue la validation des compétences en s'appuyant sur trois référentiels dont deux sont internationaux :

1 - La norme internationale ISO/CEI 17024, règle la certification des personnels, dont la stricte application est surveillée régulièrement par le **COFRAC**.

L'organisme accrédité par le COFRAC, a effectué, depuis 1997, 20 audits auprès de l'organisme certificateur de la SNIPF. Chaque audit, d'une durée de trois jours, concerne le fonctionnement global de l'organisme de certification qui est suivi du contrôle d'une session de la CNC.

2 – Liste des professions d'Ingénieurs certifiés par la SNIPF, en référence à l'annexe technique N° 4-0010 du COFRAC. Codification suivant la CIP - Classification Internationale Type des Professions, gérée par le **BIT** - Bureau International du Travail, secrétariat permanent de l'OIT, Organisation Internationale du Travail, créé en 1948 par l'ONU.

3 - La définition des métiers de l'ingénieur et de l'ingénieur professionnel a été édictée par les IESF – Ingénieurs Et Scientifiques de France (ex CNISF), créé par décret en mars 1992.

La mission principale du CNISF est de regrouper les ingénieurs et les scientifiques.

Il gère, le Répertoire Français des Ingénieurs, RFI.

L'examen du dossier du candidat par l'organisme de certification comporte quatre éléments – Formation de base – Formations supplémentaires – Fonctions passées et actuelles d'ingénieur – Travaux personnels. Tous sont attestés par les autorités compétentes, éducation nationale, enseignement supérieur, employeurs, donneurs d'ordres, brevets, publications.

Pour toutes décisions définitives, certifications, renouvellement ou rejet, un consensus général est obligatoire avant proposition au Comité de Direction.

Le Recours, appel auprès du Président du Comité de Direction, est possible en cas de rejet.

Diplômes et Certifications sont-ils concurrentiels ou complémentaires ?

La certification des pilotes de ligne initiée en 1947, n'a jamais été remise en cause.

Elle intervient tout au long de la vie active du pilote comme un suivi professionnel, un contrôle de qualité, bien que le brevet de pilote ait été obtenu en début de carrière.

Contrairement aux pilotes, la certification des ingénieurs, initiée en 1936 et normalisée en 1947 n'est pas encore définitivement acquise. Il semble que ce titre professionnel se heurte encore au diplôme, comme s'ils étaient concurrentiels alors qu'ils sont complémentaires.

L'un atteste de la formation d'origine, l'autre atteste de la profession actuelle et de son évolution.

Il est certain qu'aujourd'hui après la loi du 17 janvier 2002, inscrite dans le Code du travail, instituant pour toute personne le droit à la VAE -Valorisation des Acquis de l'Expérience, et autorisant en définitive, après formations complémentaires et examens, le même diplôme que celui obtenu en formation initiale, le regard des institutions évolue.

Les ingénieurs diplômés des grandes écoles n'ont pas besoin de la certification pour être appréciés à leur juste niveau, ni pour accéder de plein droit aux réunions européennes d'ingénieurs. Notons toutefois que si leurs diplômes impliquent déjà un large de niveau de connaissances et une formation assez générale pour couvrir un vaste domaine d'activités possibles, la certification permet d'affirmer qu'ils font toujours un métier d'ingénieur tout en précisant leurs spécialités actuelles.

Par contre pour l'ingénieur professionnel, que l'on appelle "ingénieur maison" dans les grandes entreprises ou qui est l'animateur principal d'une PME, la certification est obligatoire, n'étant pas diplômé, pour accéder aux réunions européennes d'ingénieurs ou pour répondre aux appels d'offres internationaux.

Cet ingénieur certifié mérite son appellation au sens de la VAC, Validation des Acquis de Compétences. Certes, son domaine de compétences n'est pas aussi étendu que celui de l'ingénieur diplômé, mais dans son domaine spécialisé il peut faire autorité car il connaît les pratiques, les coups de main et les dangers. Les IESF ne s'y sont pas trompés en les acceptants comme des membres à part entière.

Pour les employeurs des grandes comme des petites entreprises, la certification des personnels, issus des techniciens ou des techniciens supérieurs qui ont pu par leur engagement personnel accéder à un poste de niveau ingénieur, peut permettre de les conserver si l'on apprécie leurs compétences, de les valoriser pour inciter une prise de confiance, source d'un effort insoupçonnable ultérieur au bénéfice de l'entreprise, de les promouvoir en les rattachant à la famille des ingénieurs, et de leur donner accès aux marchés européens pour que l'entreprise lutte à armes égales avec les entreprises concurrentes étrangères.

Le certificat de compétence d'ingénieur professionnel, pouvant s'obtenir sans que le postulant ne quitte son poste dans l'entreprise, répond à la première demande des employeurs, qui ne tiennent pas à perdre un personnel qualifié et compétent pour des formations autres que celles proposées par les plans de formation de l'entreprise, tout en les motivant par une carrière relancée.

Pour les employés eux-mêmes, la certification des compétences est une source de satisfaction personnelle, et un formidable vecteur d'encouragement à poursuivre l'effort vers d'autres qualifications.

En Europe, la France peut et doit aussi comptabiliser tous ses types d'ingénieurs, comme le font l'Angleterre avec ses "engineer" incluant techniciens et techniciens supérieurs, et l'Allemagne avec ses deux niveaux d'ingénieurs. Soulignons que l'Allemagne pratique couramment la VAE et qu'en Angleterre, comme au Canada, le diplôme n'est pas délivré par l'école mais par la Société des ingénieurs après travail réel dans la branche professionnelle.

Y a-t-il un besoin ressenti de certification ?

Oui et de plus en plus de la part de l'état et des pouvoirs publics. Citons par exemple le contrôle technique automobile qui a nécessité la certification de contrôleurs compétents et indépendants des ateliers de réparations.

La certification des experts judiciaires est déjà exigée par plusieurs tribunaux tout comme celle des experts agréés de la communauté européenne.

Aujourd'hui, tous les biens immobiliers anciens sont concernés par les diagnostics immobiliers initiés en 2004. Ces contrôles obligatoires doivent précéder la mise en vente et sont étendus à tous les baux de location.

Ces contrôles portent sur l'amiante, le plomb, le mesurage (loi Carrez), les termites, les ascenseurs, la performance énergétique, la sécurité gaz et les installations électriques, l'accessibilité ainsi que les risques naturels et technologiques majeurs. Depuis le premier novembre 2007, les diagnostiqueurs qui effectuent les contrôles ont l'obligation d'être certifiés.

Après la réforme et la professionnalisation de nos armées, nombre de militaires de toutes armes et de tous grades sont rendus à la vie civile avec des connaissances techniques importantes dans leurs spécialités, transmissions, génie, mécanique, etc. La reconversion dans la vie civile leur sera grandement facilitée par la possession d'une certification d'ingénieur professionnel, agréée par les autorités.

La certification est un outil plein d'avenir, moderne et efficace, autorisant la reconnaissance de la qualité et de la compétence.

N'est-ce pas ce que chacun de nous souhaite aujourd'hui ?

Avoir des produits, des appareils, des prestations, des propositions de qualité répondant à des normes d'hygiène, de sécurité et de performances.

Ne doit-on pas former et certifier aussi celles et ceux qui veulent par exemple faire métier de l'aide à la personne ?

Les architectes, les maîtres d'œuvre...s'informent sur la certification.

Un futur inéluctable pour la certification des compétences ?

Le règlement européen sur l'accréditation a été adopté par le Parlement de Strasbourg le 21 février 2008. Il précise que l'accréditation :

- est un service public à but non lucratif, sans aucun caractère commercial,
- ne relève que d'un seul organisme par pays, le COFRAC pour la France,
- est reconnue comme moyen privilégié de la preuve de la compétence,
- est harmonisée par EA, European cooperation for Accreditation, entre les différents pays afin de garantir l'équivalence des accréditations délivrées dans l'union.

Reconnue par les normes ISO, la certification des personnes constitue un véritable outil d'aide à la mobilité professionnelle. C'est un passeport efficace pour les personnes exerçant la fonction d'ingénieur.

Cette certification, généralisable aux 27 pays européens, mais aussi aux 196 pays ayant adhéré aux normes ISO internationales, permet une mobilité des ingénieurs sans changer les types de formations existantes, toutes valables mais différentes par pays. permet une mobilité des ingénieurs sans changer les types de formations existantes, toutes valables mais différentes par pays.—

La certification par pays permet la reconnaissance des compétences par les autres sans les contraindre à une équivalence toujours difficile à obtenir, voire à apprécier.

Par la certification par pays, l'Europe a éliminé et résolu le difficile problème des équivalences de diplômes entre pays de l'union.

C'est au plan international que la certification des compétences des ingénieurs, message de professionnalisme et d'expérience, démontre son utilité, sa pertinence et sa nécessité.

Demain tous les ingénieurs, diplômés ou non, auront besoin de la certification.

Ce principe de certification internationale est une marque de libre échange des personnes certifiées, généralisable à tous les métiers : ingénieurs, architectes, médecins, infirmières...

Le passage aux normes ISO rend le processus quasi irréversible.

La certification est un outil moderne, valorisant qui peut démontrer sa pertinence, sa valeur et sa nécessité dans chaque domaine en particulier et dans tous les domaines.

¹Licence d'enseignement de physique, Ingénieur ENSEEIHT, Docteur es sciences physiques.

Président honoraire de l'Institut National Polytechnique de Toulouse

Président du Comité de Direction de la SNIPF

Max MARTY

snipf.certification@wanadoo.fr